

Unité départementale du Loiret
DREAL Centre - UD 45 - 5 avenue Buffon
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VERGNET - Parc Eolien de Greneville en Beauce

1 rue des Châtaigniers
45140 Ormes

Références : 24/2026
Code AIOT : 0010011510

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2025 dans l'établissement VERGNET - Parc Eolien de Greneville en Beauce implanté Le Champtier de Mormont 45480 Greneville-en-Beauce. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERGNET - Parc Eolien de Greneville en Beauce
- Le Champtier de Mormont 45480 Greneville-en-Beauce
- Code AIOT : 0010011510
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de Vergnet a été mis en service le 05/08/2008 et est constitué d'une seule éolienne, exploitée à titre expérimental. L'éolienne correspond à un modèle conçu pour des environnements cycloniques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Notification Arrêt Définitif	Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.515-107	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Opérations de Démantèlement et de Remise en état	Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.515-106	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Notification Arrêt Définitif

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.515-107
Thème(s) : Situation administrative, Cessation Activité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsqu'une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt un mois au moins avant celui-ci. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II. - La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer les opérations prévues à l'article R. 515-106.</p> <p>[...]</p> <p>IV. - A tout moment, même après la remise en état du site, le préfet peut imposer à l'exploitant, par arrêté pris en application des articles L. 181-12, L. 181-14, L. 512-7-5, L. 512-12 ou L. 512-20, les prescriptions nécessaires à la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel du contexte technique du parc :</u></p> <p>Le parc est constitué d'une seule éolienne, exploitée à titre expérimental. L'éolienne correspond à un modèle conçu pour des environnements cycloniques. Ce modèle permet l'abaissement de la nacelle jusqu'au sol, notamment à des fins de maintenance ou en cas d'événements climatiques extrêmes.</p> <p>Ce modèle est unique en France et a fait l'objet d'une diffusion commerciale limitée à l'échelle internationale. Selon l'exploitant, la manœuvre de dépose de la nacelle requiert un niveau élevé de technicité, ce qui a conduit l'entreprise à privilégier le développement et l'exploitation</p>

d'autres modèles présentant une maintenance plus aisée.

Point historique du parc et de la société :

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que l'arrêt définitif du parc est intervenu le 7 novembre 2024 et que les installations sont hors tension.

À la date de l'inspection, aucune notification de la date d'arrêt définitif n'a été transmise à la Préfète par l'exploitant.

Des informations complémentaires sur la situation du parc sont détaillées dans la partie Confidentielle de ce rapport.

Constat : l'exploitant n'a pas notifié l'arrêt définitif du parc éolien à la Préfète.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir à la Préfète du Loiret la notification de l'arrêt définitif du parc.

L'inspection rappelle que la notification prévue doit indiquer les mesures prises ou prévues pour assurer les opérations prévues suivantes :

1° Le démantèlement des installations de production ;

2° L'excavation de tout ou partie des fondations ;

3° La remise en état des terrains sauf si leur propriétaire souhaite leur maintien en l'état ;

4° La réutilisation, le recyclage, la valorisation ou à défaut l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet.

5° L'intervention, conformément à l'avant dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, pour attester de la mise en œuvre des opérations prévues par les points 1° à 4

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Opérations de Démantèlement et de Remise en état

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.515-106

Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

Les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation comprennent :

1° Le démantèlement des installations de production ;

2° L'excavation de tout ou partie des fondations ;

3° La remise en état des terrains sauf si leur propriétaire souhaite leur maintien en l'état ;

4° La réutilisation, le recyclage, la valorisation ou à défaut l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet.

5° L'intervention, conformément à l'avant dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une entreprise

certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, pour attester de la mise en œuvre des opérations prévues par les points 1° à 4°.

Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe les conditions techniques de démantèlement et de remise en état, ainsi que le référentiel auquel doit se conformer l'entreprise mentionnée au 5°, les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises.

Les opérations de démantèlement et de remise en état d'un site sont également réalisées en cas de remplacement d'un ou plusieurs aérogénérateurs constituant une modification notable au sens de l'article R. 181-46.

Constats :

L'arrêt définitif du parc est intervenu le 7 novembre 2024. À la date de l'inspection, aucune opération de démantèlement de l'éolienne ni de remise en état du site n'a été engagée par l'exploitant.

Le détail des constatations de terrain est présentée dans la partie confidentielle de ce rapport.

Constat : l'exploitant n'a pas procédé au démantèlement de l'éolienne et n'a pas fait évacuer les déchets de son installation.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à l'évacuation des déchets présents sur son site et de démanteler son installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois